



DÉPARTEMENT de L'EURE
ARRONDISSEMENT des ANDELYS
CANTON de GAILLON

Commune Nouvelle Clef-Vallée-d'Eure

Commune déléguée
Ecardenville-sur-Eure

Commune Chef-Lieu
La Croix-Saint-Leufroy

Commune déléguée
Fontaine-Heudebourg

Séance ordinaire du Conseil municipal n°01/2022

Mairie de Clef-Vallée-d'Eure

Mercredi 12 janvier 2022 à 20h00

Date de la convocation : 7 janvier 2022

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférent au CM	En Exercice	Qui ont pris part aux délibérations
27	27	12+14 pouvoirs

L'an deux mil vingt deux et le douze janvier à 20 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie de Clef-Vallée-d'Eure et en visioconférence, en séance publique ordinaire, sous la présidence de M. Christophe CHAMBON, Maire.

Présents : Mmes BALBIN Frédérique, FAUCHER Martine, GAILLOT Virginie, GUILLEMOT Catherine, SALINGUE Jeannine.

MM. CHAMBON Christophe, DUPAS Fabrice, FRÉTIGNY Gérard, LECLANCHER Benjamin, LEMARCHAND Pascal, MANSARD Jean-Luc, PICARD Thierry.

Présents à distance ayant donné pouvoir : Mmes CARRIÉ Alexandrine (pouvoir à MANSARD Jean-Luc), DESANCÉ Natacha (pouvoir à DUPAS Fabrice), DÉSIRÉ dit THÉBAULT Stéphanie (pouvoir à GAILLOT Virginie), FILOQUE Nadège (pouvoir à FRÉTIGNY Gérard), HENRY Nancy (pouvoir à MANSARD Jean-Luc), LEFEVRE Brigitte (pouvoir à CHAMBON Christophe), ROUSSEAU Annie (pouvoir à SALINGUE Jeannine), VAGUET Marine (pouvoir à DUPAS Fabrice)

MM. BRUNET Stéphane (pouvoir à SALINGUE Jeannine), CÉSARONI Jonathan (pouvoir à BALBIN Frédérique), SIMON Didier (pouvoir à FRÉTIGNY Gérard), VADANS Sullivan (pouvoir à PICARD Thierry).

Absents ayant donné pouvoir : Mmes MM. DROUET Olivier (pouvoir à LEMARCHAND Pascal), MOREAU Jean-Philippe (pouvoir à CHAMBON Christophe).

Absents : M. DAVID Raynald.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte. Mme HENRY Nancy et M. DUPAS Fabrice sont désignés secrétaires de séance.

Approbation du compte rendu de la séance du 08 décembre 2022

ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL

5 – Institutions et Vie Politique - 5.2 – Fonctionnement des assemblées – Organisation des séances de l'assemblée délibérante à distance par téléconférence : Autorisation - Délibération N°2022-01-001

5 – Institutions et Vie Politique - 5.4 – Délégation de fonction – Retrait de fonction du 2^{ème} Adjoint - Autorisation - Délibération N°2022-01-002

1 – Commande publique - 1.1 – Marchés publics – Groupement de commandes - Prestation de services pour la mise à jour du Documents Unique d'Evaluation des Risques Professionnels : Adhésion et autorisation de signature - Délibération N°2022-01-003

1 – Commande publique - 1.1 – Marchés publics de travaux – SIEGE – Travaux sur le réseau d'éclairage public sur Fontaine-Heudebourg – Rue de la Croix Blanche, Rue du Moulin Foulon, Sente des Airs : Attribution et autorisation de signature - Délibération N°2022-01-004

1 – Commande publique - 1.1 – Marchés publics de travaux – SIEGE – Travaux sur le réseau d'éclairage public sur Ecardenville-sur-Eure – Rue de l'Eure, Rue Roger Lefebvre : Attribution et autorisation de signature - Délibération N°2022-01-005

7 – Finances Locales - 7.1 – Décisions Budgétaires – Budget Commune – Subvention exceptionnelle 2022 – Association Normande de Mémoire Militaire : Attribution - Délibération N°2022-01-006

7 – Finances Locales - 7.1 – Décisions Budgétaires – Budget Commune – Subvention exceptionnelle 2022 – Comité des Fêtes de La Croix-Saint-Leufroy : Attribution - Délibération N°2022-01-007

7 – Finances Locales - 7.5 – Subventions – Seine Eure Agglomération – Fonds de concours Amende de police 2021 – Travaux d'assainissement sur la RD 69 Fontaine-Heudebourg : Demande et autorisation de signature - Délibération N°2022-01-008

7 – Finances Locales - 7.5 – Subventions – Seine Eure Agglomération - Fonds de concours Droit Commun 2021 – Aménagement de sécurité et assainissement de la RD 69 de Fontaine-Heudebourg : Demande et autorisation de signature - Délibération N°2022-01-009

Informations diverses et Questions diverses

POINT URBANISME :

Dossier	Demandeur - Identité	Adresse du terrain	Description du projet
DP 27191 22 A0001	LEPINTEUR Ollivier	2 rue de l'Eure Écardenville-sur-Eure	Construction d'une piscine
PC 27191 21 A0035	BANCE Philippe	8 rue Roger Lefebvre Écardenville-sur-Eure	Construction de 2 bûchers
DP 27191 21 A0073	DESJARDINS François Xavier	9 chemin du 4ème Hussards La Croix-Saint-Leufroy	Construction d'une véranda
PC 27191 21 A0034	DSMB	119 rue des Tilleuls La Croix-Saint-Leufroy	Construction d'une maison individuelle
PC 27191 21 A0033	MARTIN Thierry	rue Roger Lefebvre Écardenville-sur-Eure	Construction d'une maison individuelle
PC 27191 21 A0026 M01	ABDERRAHMANE Sébastien	1 rue des Tilleuls La Croix-Saint-Leufroy	Modifications
DP 27191 21 A0072	COMMUNE DE CLEF- VALLÉE-D'EURE	place de l'Église La Croix-Saint-Leufroy	Réfection de la toiture
DP 27191 21 A0071	LEPINTEUR Ollivier	2 rue de l'Eure Écardenville-sur-Eure	Construction d'une véranda
DP 27191 21 A0070	LEPINTEUR Ollivier	2 rue de l'Eure Écardenville-sur-Eure	Construction d'un abri de jardin

3 Cua

CU 27191

21 A0084

CU 27191

21 A0083

CU 27191

21 A0082

5 – Institutions et Vie Politique - 5.2 – Fonctionnement des assemblées – Organisation des séances de l'assemblée délibérante à distance par téléconférence : Autorisation - Délibération N°2022-01-001

RAPPORTEUR : Christophe CHAMBON

VU :

La Loi "vigilance sanitaire" n°2021-1465 du 10 novembre 2021 (V de l'article 10) qui rétablit les règles dérogatoires de fonctionnement des assemblées délibérantes des collectivités afin d'assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux.

CONSIDERANT :

Monsieur le Maire rappelle qu'il est décidé de réunir l'assemblée délibérante à distance par visioconférence ou audio conférence afin d'assurer la continuité du fonctionnement de la collectivité durant l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie de Covid 19 ou afin de maintenir des conditions sanitaires protectrices des agents et des élus.

La solution technique retenue pour la tenue de cette séance à distance par visioconférence/audioconférence est : l'outil Go to Meeting ou tout autre application similaire (Teams, Zoom...). Dans ce cadre, il rend compte des diligences effectuées par ses soins pour convoquer la présente réunion.

Ainsi, après s'être assuré de l'exactitude des coordonnées téléphoniques et adresses mails de l'ensemble des élus, les convocations à cette première réunion feront l'objet d'un double envoi par mail et SMS ou téléphone. La convocation contiendra toutes les précisions utiles aux conseillers pour participer à la séance à distance, notamment sur les modalités techniques de participation (solution technique retenue, matériel nécessaire) et sur les modalités d'organisation de la séance (vérification du quorum, examen de l'ordre du jour, prise de parole, scrutin).

L'ensemble des conseillers convoqués devra accuser réception, par mail ou SMS de ladite convocation. **Ils doivent confirmer, par mail leur présence ou leur absence à la séance.**

A la demande de plusieurs conseillers qui ne disposeraient pas des équipements pour participer à cette première séance à distance, les services de la commune interviendront de la façon suivante pour rendre possible une telle participation : mise à disposition d'un ordinateur portable ou d'une tablette avec accès à l'application de Visio conférence choisie.

Enfin, un rappel de la tenue de la séance sera envoyé par mail 20 minutes avant l'heure d'ouverture de la séance à l'ensemble des membres du conseil.

Monsieur le Maire expose, en second lieu, qu'il appartient à l'assemblée délibérante de préciser au cours de cette première réunion, les conditions de la tenue du conseil à distance, et notamment :

- Les modalités d'identification des participants, d'enregistrement et de conservation des débats,
- Les modalités de scrutin.

Monsieur le Maire propose d'adopter les conditions d'organisation qui figurent dans le règlement annexé à la présente délibération et qui détaillent globalement la technologie retenue pour l'organisation et la prise de parole, le déroulement du scrutin, les conditions d'enregistrement et de conservation des débats et les modalités d'information et d'accessibilité du public aux séances de l'assemblée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE :

- D'approuver l'organisation d'une séance de l'assemblée délibérante à distance annexée à la présente délibération.
- De charger Monsieur le Maire d'exécuter la présente délibération.

26 votants : 26 Pour,

Séance ordinaire du Conseil municipal n°01/2022

5 – Institutions et Vie Politique - 5.4 – Délégation de fonction – Retrait de fonction du 2^{ème} Adjoint - Autorisation - Délibération N°2022-01-002

RAPPORTEUR : Christophe CHAMBON

VU :

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-18 et L.2122-20,
La délibération du Conseil Municipal n°2020-05-028 portant élection du Maire et celle n°2020-05-030 du 26 mai 2020 portant élection des adjoints.
La délibération du Conseil Municipal n°2020-05-28 du 26 mai 2020 fixant le nombre des adjoints.
L'arrêté du Maire n° 06-2020 en date du 2 juin 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Didier SIMON,
L'arrêté du Maire n° 01-2022 en date du 10 janvier 2022 par lequel le Maire retire ses délégations à M Didier SIMON, adjoint au Maire dans les domaines de l'Urbanisme et des Finances.

CONSIDÉRANT :

Que par arrêté n°01-2022 du 10 janvier 2022, Monsieur le Maire a abrogé les délégations de fonction du 2nd adjoint, Monsieur Didier SIMON.

Que la réglementation prévoit que le Conseil Municipal est convoqué sans délai afin que celui-ci se prononce sur le maintien ou non de l'adjoint dans ses fonctions.

Qu'il est nécessaire de préserver la bonne marche de l'administration municipale.

Que l'arrêté municipal de retrait de délégation entraîne d'une part, la perte des compétences et attributions que la délégation lui conférait, et d'autre part, la perte de son droit à l'indemnité de fonction.

Que le vote sur le maintien ou non de l'adjoint dans ses fonctions doit en principe avoir lieu au scrutin public.

A la demande de plusieurs conseillers présents et à distance, des précisions sont nécessaires, Monsieur SIMON les ayant contactés ces derniers jours.

Sur proposition de Monsieur le Maire, souhaitant apporter des éléments qui relèvent de la gestion interne et qui ont fait l'objet de discussions en bureau municipal, une interruption de séance a lieu pour que des précisions soient apportées à l'ensemble des conseillers et pour que chacun s'exprime sur le sujet.

Le public est invité à quitter la salle et à 20h27 et sont invités à revenir à 21h14.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE :

- De prendre acte du retrait des délégations de fonction et de signature de Monsieur Didier SIMON, adjoint au Maire.
- De se prononcer par le biais d'un scrutin public (à main levée).
- De faire cesser les fonctions de Monsieur Didier SIMON en qualité d'adjoint au Maire.

26 votants : 16 Pour, 5 Contre et 5 Abstentions

1 – Commande publique - 1.1 – Marchés publics – Groupement de commandes - Prestation de services pour la mise à jour du Documents Unique d’Evaluation des Risques Professionnels : Adhésion et autorisation de signature - Délibération N°2022-01-003

RAPPORTEUR : Alexandrine CARRIE

VU :

Le Décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

Le Décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs ;

Le Code des Marchés Publics ;

La délibération du Conseil Municipal N°2017-10-103 du 26 octobre 2017 décidant la réalisation d'un document relatif à l'évaluation des risques professionnels (DUERP) ;

La Délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de l'Eure en date du 9 décembre 2021,

CONSIDÉRANT :

Que la mise en place ainsi que la mise à jour du Document Unique est une obligation pour les collectivités territoriales ;

Que dans le cadre de sa mission d'assistance aux Collectivités et Etablissements Publics affiliés dans le domaine de la prévention en hygiène et sécurité du travail, le Centre de Gestion de l'Eure (CDG 27) avait proposé une intervention pour l'accompagnement des collectivités et établissements affiliés dans la réalisation du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels ;

Que pour aboutir à des effets d'économie d'échelle, il a été décidé d'une mutualisation des procédures de passation des marchés publics avec une garantie de même niveau de prestation pour l'ensemble des collectivités affiliées au Centre de Gestion de l'Eure désirant mettre en place le Document Unique

Que compte-tenu de la prestation, la formule du groupement de commandes est la plus adaptée ;

Dans ce contexte, après avoir pris connaissance de la convention constitutive du groupement de commandes relative au marché unique de prestations pour la réalisation de documents uniques d'évaluation des risques professionnels, Monsieur le Maire propose de mettre à jour le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels au regard du personnel de la collectivité.

Monsieur le Maire rappelle les conditions quant à l'organisation du groupement de commande :

- Le Centre de Gestion de l'Eure sera le coordonnateur du groupement et chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code des Marchés Publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un prestataire.
- La commission d'appel d'offres compétente pour retenir le prestataire sera celle du Centre de Gestion de l'Eure.
- Le Centre de Gestion de l'Eure signera le marché, le notifiera et l'exécutera au nom de l'ensemble des membres du groupement, chaque membre du groupement s'engageant, dans la convention, à exécuter ses obligations à hauteur de ses besoins propres, tels qu'il les a préalablement déterminés dans l'avenant d'adhésion.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant d'adhésion à la convention constitutive du groupement de commandes,
- De valider les conditions d'organisation du groupement de commande proposées par le Centre de Gestion de l'Eure précisées ci-dessus.
- De rappeler que les crédits nécessaires à la réalisation du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels seront prévus au Budget Primitif.

Mme CARRIÉ Alexandrine ne prend pas part au vote

25 votants : 25 Pour

Séance ordinaire du Conseil municipal n°01/2022

1 – Commande publique - 1.1 – Marchés publics de travaux – SIEGE – Travaux sur le réseau d'éclairage public sur Fontaine-Heudebourg – Rue de la Croix Blanche, Rue du Moulin Foulon, Sente des Airs : Attribution et autorisation de signature - Délibération N°2022-01-004

RAPPORTEUR : Christophe CHAMBON

VU :

Le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2113-6 à L.2113-8.

CONSIDERANT :

Que le SIEGE envisage d'entreprendre des travaux sur le réseau d'éclairage public de la commune sur les rues suivantes : Rue de la Croix Blanche, Rue du Moulin, et Sente des Airs.

Que conformément aux dispositions statutaires du SIEGE et aux règlements financiers dudit EPCI, la réalisation de l'opération est subordonnée à l'accord de la commune qui s'exprime sous la forme d'une contribution financière telle que détaillée dans la convention ci-après annexée.

Que le montant des travaux est estimé par le SIEGE à 20 000 € TTC et la participation de la Commune s'élève à :

- ✓ En section d'investissement : 6 667.00 €
- ✓ En section de fonctionnement : 0.00 €

Il est entendu que ces montants seront ajustés sur la base du coût réel des travaux réalisés par le SIEGE dans la limite des montants indiqués ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de participation financière annexée à la présente.
- D'inscrire les sommes correspondantes au Budget de l'exercice, au compte 20415 pour les dépenses d'investissement.

26 votants : 26 Pour

Séance ordinaire du Conseil municipal n°01/2022

1 – Commande publique - 1.1 – Marchés publics de travaux – SIEGE – Travaux sur le réseau d'éclairage public sur Ecardenville-sur-Eure – Rue de l'Eure, Rue Roger Lefebvre : Attribution et autorisation de signature - Délibération N°2022-01-005

RAPPORTEUR : Christophe CHAMBON

VU :

Le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2113-6 à L2113-8.

CONSIDERANT :

Que le SIEGE envisage d'entreprendre des travaux sur le réseau d'éclairage public sur les rues suivantes : Rue de l'Eure et Rue Roger Lefebvre.

Que conformément aux dispositions statutaires du SIEGE et aux règlements financiers dudit EPCI, la réalisation de l'opération est subordonnée à l'accord de la commune qui s'exprime sous la forme d'une contribution, financière telle que détaillée dans la convention ci-après annexée.

Que le montant des travaux est estimé par le SIEGE à 10 000 €TTC et la participation de la Commune s'élève à :

- ✓ En section d'investissement : 3 333.00 €
- ✓ En section de fonctionnement : 0.00 €

Il est entendu que ces montants seront ajustés sur la base du coût réel des travaux réalisés par le SIEGE dans la limite des montants indiqués ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de participation financière annexée à la présente,
- D'inscrire les sommes au Budget de l'exercice, au compte 20415 pour les dépenses d'investissement.

26 votants : 26 Pour

Séance ordinaire du Conseil municipal n°01/2022

7 – Finances Locales - 7.1 – Décisions Budgétaires – Budget Commune – Subvention exceptionnelle
2022 – Association Normande de Mémoire Militaire : Attribution - Délibération N°2022-01-006

RAPPORTEUR : Christophe CHAMBON

VU :

L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 modifiant la liste des annexes aux documents budgétaires définie à l'article L. 2313-1 du CGCT,

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.4221-1 et L.4221-5, **L.1611-4**,

Le Décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

La circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations.

La Nomenclature comptable M14.

La demande de l'Association Normande de Mémoire Militaire en date du 26 novembre 2021.

CONSIDERANT :

Qu'une association peut demander une subvention à caractère exceptionnel lorsque la dépense n'était pas prévisible au moment de l'élaboration de leur budget.

Que la collectivité a reçu une demande de subventionnement de l'Association Normande de Mémoire Militaire pour l'acquisition d'un drapeau tricolore destiné aux manifestations et défilés.

Qu'au regard du montant des frais à engager pour cet achat, la collectivité propose de financer 20 % du devis, soit un montant de : 213 € TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire à attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 213 € TTC au profit de l'Association Normande de Mémoire Militaire.
- D'inscrire au budget de l'année 2022 le montant de la subvention allouée.

26 votants : 26 Pour

7 – Finances Locales - 7.1 – Décisions Budgétaires – Budget Commune – Subvention exceptionnelle 2022 – Comité des Fêtes de La Croix-Saint-Leufroy : Attribution - Délibération N°2022-01-007

RAPPORTEUR : F. DUPAS

VU :

L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 modifiant la liste des annexes aux documents budgétaires définie à l'article L. 2313-1 du CGCT,

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.4221-1 et L.4221-5, **L.1611-4**,

Le Décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

La circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations.

La Nomenclature comptable M14.

La demande de la Présidente du Comité des Fêtes de La Croix-Saint-Leufroy en date du 26 novembre 2021.

CONSIDERANT :

Qu'une association peut demander une subvention à caractère exceptionnel lorsque la dépense n'était pas prévisible au moment de l'élaboration de leur budget.

Que la collectivité a reçu une demande de subventionnement du Comité des Fêtes de La Croix Saint Leufroy pour contribuer à la sonorisation musicale du Village de Noël de plein air qui s'est tenu les 4 et 5 décembre 2021.

Qu'au regard du montant des frais engagés auprès de la SACEM, et de la contribution de l'association au dynamisme local pendant la période des fêtes de Noël, la collectivité propose de prendre en charge intégralement cette prestation s'élevant à 198 € TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire à attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 198 € TTC au profit du Comité des Fêtes de La Croix-Saint-Leufroy.
- D'inscrire au budget de l'année 2022 le montant de la subvention allouée.

26 votants : 26 Pour

7 – Finances Locales - 7.5 – Subventions – Seine Eure Agglomération – Fonds de concours Amende de police 2021 – Travaux d’assainissement sur la RD 69 Fontaine-Heudebourg : Demande et autorisation de signature - Délibération N°2022-01-008

RAPPORTEUR : Christophe CHAMBON

VU :

La délibération n°2021-04-053 en date du 28 avril 2021 autorisant la substitution de la commune nouvelle dans les engagements de Fontaine-Heudebourg et validant le DCE pour les travaux d’aménagement et de sécurité de la RD 69.

La délibération n°2021-07-070 en date du 7 juillet 2021 attribuant les travaux d’aménagement et de sécurité de la RD 69 à la Société VIAFRANCE.

La délibération n°2021-10-106 en date du 20 octobre 2021 autorisant la signature du contrat de maîtrise d’œuvre avec la Société SODEREF pour les travaux d’aménagements et de sécurité de la RD 69.

Le courrier de demande de fond de concours au titre des amendes de police de la commune en date du 1^{er} septembre 2021.

CONSIDERANT :

Que la commune a contracté un marché de maîtrise d’œuvre avec la Société SODEREF en vue de réaliser des travaux d’aménagement de sécurité et d’assainissement sur la Route Départementale 69 sur Fontaine-Heudebourg (entre la Rue d’Evreux et la Route d’Ailly).

Que la Société VIAFRANCE Normandie a été attributaire du marché de travaux pour un montant total de 239 834.75 € comprenant les aménagements de sécurité et les travaux d’assainissement.

Qu’un calendrier prévoyait la réalisation des travaux en 2 phases :

- Les aménagements de sécurité avec la section 1 et 2 pour un montant de 178 531 €.
- L’assainissement en traverse avec la section 2 pour un montant de 61 303 €.

Qu’une demande de fond de concours au titre des amendes de police a été effectuée par courrier du 01/09/2021 auprès de Seine-Eure Agglomération pour un montant de 15 250 € sur les 178 531 € HT du montant total des travaux d’aménagement de sécurité pour la section 1 et 2.

Financement	Montant HT	Date demande	Taux Subvention	Participation
Coût Travaux	178 531 €			100.00 %
Etat – DSIL (2019)	48 195 €	15/04/2019	30 % / 160 650 €	27.00 %
SEA – Amende de police	15 250 €	01/09/2021	30 % plafonné	8.52 %
TOTAL Subvention	63 445 €			
Reste à charge	115 086 €		64.48 %	
SEA – FdC -DC	57 543 €	01/09/2021	50 % plafonné	32.24 %
Autofinancement	57 543 €			32.24 %

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE :

- D’autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter un fond de concours au titre des amendes de police pour la réalisation d’aménagement de sécurité sur la RD 69 de Fontaine-Heudebourg pour un montant de 15 250 €.
- D’autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de financement attribuant le fond de concours pour les travaux précisés ci-dessus.

26 votants : 26 Pour

7 – Finances Locales - 7.5 – Subventions – Seine Eure Agglomération - Fonds de concours Droit Commun 2021 – Aménagement de sécurité et assainissement de la RD 69 de Fontaine-Heudebourg : Demande et autorisation de signature - Délibération N°2022-01-009

RAPPORTEUR : Christophe CHAMBON

VU :

La délibération n°2021-04-053 en date du 28 avril 2021 autorisant la substitution de la commune nouvelle dans les engagements de Fontaine-Heudebourg et validant le DCE pour les travaux d'aménagement et de sécurité de la RD 69.

La délibération n°2021-07-070 en date du 7 juillet 2021 attribuant les travaux d'aménagement et de sécurité de la RD 69 à la Société VIAFRANCE.

La délibération n°2021-10-106 en date du 20 octobre 2021 autorisant la signature du contrat de maîtrise d'œuvre avec la Société SODEREF pour les travaux d'aménagements et de sécurité de la RD 69.

Le courrier de la commune de demande de fond de concours de droit commun pour la réalisation d'aménagement de sécurité et d'assainissement sur la RD 69 de Fontaine-Heudebourg en date du 1^{er} septembre 2021.

CONSIDERANT :

Que la commune la contracté un marché de maîtrise d'œuvre avec la Société SODEREF en vu de réaliser des travaux d'aménagement de sécurité et d'assainissement sur la Route Départementale 69 sur Fontaine-Heudebourg (entre la Rue d'Evreux et la Route d'Ailly).

Que la Société VIAFRANCE Normandie a été attributaire du marché de travaux pour un montant total de 239 834.75 € comprenant les aménagements de sécurité et les travaux d'assainissement.

Qu'un calendrier prévoyait la réalisation des travaux en 2 phases :

- Les aménagements de sécurité avec la section 1 et 2 pour un montant de 178 531 €.
- L'assainissement en traverse avec la section 2 pour un montant de 61 303 €.

Que deux demandes de fond de concours de droit commun ont été effectuées par courrier du 01/09/2021 auprès de Seine-Eure Agglomération pour ce projet :

- Un financement de 57 543 € sur les 178 531 € HT des travaux d'aménagement de sécurité pour la section 1 et 2 conformément au plan de financement ci-dessous :

Financement	Montant HT	Date demande	Taux Subvention	Participation
Coût Travaux	178 531 €			100.00 %
Etat – DSIL (2019)	48 195 €	15/04/2019	30 % / 160 650 €	27.00 %
SEA – Amende de police	15 250 €	01/09/2021	30 % plafonné	8.52 %
RESTE A CHARGE	115 086 €		64.48 %	64.48 %
SEA – FdC - DC	57 543 €	01/09/2021	50 % plafonné	32.24 %
Autofinancement	57 543 €			32.24 %

- Un financement de 18 391 € sur les 61 303 € HT des travaux d'assainissement en traverse pour la section 2 conformément au plan de financement ci-dessous :

Financement	Montant HT	Date demande	Taux Subvention	Participation
Coût Travaux	61 303 €			100.00 %
Dépt 27 – Assainissement	24 521 €			40 %
RESTE A CHARGE	36 782 €			60 %
SEA – FdC -DC	18 391 €	01/09/2021	50 % plafonné	30 %
Autofinancement	18 391 €			30 %

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter un fond de concours de droit commun pour la réalisation d'aménagement de sécurité sur la RD 69 de Fontaine-Heudebourg pour un montant de 57 543 €.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter un fond de concours de droit commun pour la réalisation d'aménagement d'assainissement en traverse sur la RD 69 de Fontaine-Heudebourg pour un montant de 18 391 €.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer le ou les convention(s) de financement attribuant le ou les fond de concours pour les travaux précisés ci-dessus.

26 votants : 26 Pour

Informations diverses et Questions diverses

- Panneau « Carrefour modifié » rue d'Ailly ? Cf. DRT
- Sens de circulation rues des Bouleaux et des Ecoles à FH ? Cf. Commission
- Enquête conseil numérique : La mairie récupère les docs papier.
- Illuminations : Faut-il en ajouter ? Stratégies pour s'équiper ?
- Samedi 21/5 : Pierres en lumières à l'Eglise d'Ecardenville sur Eure

Levée séance à 22h33'